

# Mali : Je ne fais pas partie des pleureuses qui s'émeuvent de prétendues exactions contre les islamistes

J'en ai rien à cirer de ses sempiternelles pleureuses qui font semblant de s'émouvoir à cause de prétendues exactions de l'armée malienne. Mais où va-t'on si l'on commence à s'apitoyer sur le sort de ceux qui sont venus pour tuer, violer , lapider, couper des mains et des pieds et pour imposer la Charia.

<http://tempsreel.nouvelobs.com/monde/20120731.OBS8489/mali-un-couple-non-marie-lapide-a-anguelhok.html>

<http://www.slateafrique.com/92007/nord-mali-islamistes-lapidation-mort-couple-non-marie>

[http://www.lepoint.fr/monde/mali-les-islamistes-lapident-de-jeunes-amants-31-07-2012-1491370\\_24.php](http://www.lepoint.fr/monde/mali-les-islamistes-lapident-de-jeunes-amants-31-07-2012-1491370_24.php)

Les rumeurs se multiplieraient concernant de prétendues exactions de l'armée malienne contre ceux soupçonnés d'appartenance et d'intelligence avec les groupes islamistes armés, qui ont attaqué et investi le nord du [Mali](#).

Un malien de Mopti aurait dit [avoir](#) été témoin d'une « exaction » vendredi 11 janvier. Depuis la route qui longe un camp militaire situé non loin de l'hôpital de Mopti, il aurait vu un homme être fusillé par l'armée au sein du camp. Certaines personnes de son entourage lui ont dit [avoir](#) vu des personnes emmenées dans le cimetière et tuées. Dans cette ville, les rumeurs feraient état de dizaines de cas, que rien ne cependant ne permet de certifier.

Un bon plan : des organisations de [défense](#) des « droits de l'homme – tous frais de voyage et d'hébergement sous le soleil du Mali payés par nos impôts – ont enquêté sur place à Mopti, mais sans être en mesure de vérifier l'identité des victimes présumées.

Les soupçons de la Fédération internationale des droits de l'homme – la FIDH – porteraient sur dix cas présumés à Sévaré, un faubourg de la ville. Un responsable de la FIDH aurait déclaré que la FIDH est « *sûre à 100 % qu'une personne, accusée d'appartenance avec les groupes armés djihadistes et qui a pu être identifiée, a disparu. Des témoins l'ont vue être emmenée par des militaires. On pense qu'elle a été exécutée. On n'a pas encore d'éléments probants sur l'exécution. On enquête sur le cas de neuf autres personnes qui auraient été arrêtés et exécutés sommairement pour 'intelligence' supposée avec Ansar Dine* ». Des cas ont été signalés à Mopti, mais les témoins refusent d'en [dire](#) davantage aux organisations.

« *A Mopti, c'est la chasse à l'homme. Les enquêtes ont montré que les islamistes ont déjà des représentants dans la ville. L'[armée](#) dispose d'une unité qui mène les enquêtes. Certains sont arrêtés et fusillés* », a raconté au téléphone un habitant de cette ville de plus de 100 000 habitants, située sur le fleuve [Niger](#), au [centre](#) du pays

**Mais tout le petit monde journalistique n'était-il pas au garde-à-vous pour s'extasier, quand François Hollande a répondu qu'il fallait « les détruire, les faire prisonniers si c'est possible » et que Laurent Fabius en a remis une couche sur les djihadistes du même acabit qui ont attaqué le site d'In-Amenas.**

Dans une ville du centre du Mali , rapporte la FIDH, les [services](#) de sécurité maliens procéderaient à des fouilles systématiques des passagers aux nombreux check-points, et auraient arrêté plusieurs personnes en provenance notamment de

Konna en possession d'armes dissimulées dans leurs bagages. « On sait que des personnes ont été arrêtées avec des armes, et que certaines sont toujours détenues. On ne sait pas dans quelles conditions. Avec l'état d'urgence, on ne nous laisse pas [entrer](#) dans les camps militaires, notamment au sein du quartier général de l'armée à Sévaré, où sont détenues des personnes »,

Les militaires enquêtent et viennent d'arrêter les suspects. Tout ce qui peut paraître suspect est à [bannir](#), comme les longs manteaux d'hiver que portent habituellement les hommes de la ville. « Cela peut [cacher](#) des armes, c'est suspect », A [partir](#) de 19 heures, il n'y a plus personne dans les rues : les militaires ont ordre de [tirer](#) sur toute personne qui a un comportement suspect. Cette traque des islamistes présumés se fait avec le soutien et l'[aide](#) de la [population](#).

« La population est d'accord et aide l'armée en dénonçant ceux qui sont islamistes et sont pour la guerre. Depuis que les islamistes ont pris Gao, on connaît les personnes de Mopti qui ont dit être pour le djihad. Ces complices facilitent l'entrée des djihadistes dans les villes », a affirmé un habitant, mais tout en reconnaissant. que parfois un simple « doute » suffit, car « il ne faut pas [perdre](#) de temps », même si « beaucoup de gens pensent que des innocents sont également dénoncés ».

Parmi les organisations de défense des droits de l'homme, la crainte serait grande – j'en frémis encore – . « Ce phénomène est amplifié par trois considérations : la tension qui règne du fait du conflit ; l'infiltration des djihadistes jusqu'à Bamako et au sud du pays ; et les fortes tensions ethniques entre Songhaï, Touareg, Arabes et Maures notamment. Le risque de représailles est grand, notamment envers les Touareg, qui ont été vus nombreux à [quitter](#) Tombouctou et Gao après le début de l'intervention française ».

L'histoire de la prise, de la ville-pivot de Konna, située à seulement 110 kilomètres de Mopti, illustre la peur des

infiltrations. « Jeudi, c'est jour de marché à Konna et ils en ont profité. Les islamistes se sont déguisés en bergers, en transporteurs, en badauds pour entrer dans la ville et l'envahir totalement. Une fois entrés, ils ont tiré sur les militaires à la mitrailleuse », rapporte un 'habitant de Mopti. L'intervention française qui a permis de chasser les islamistes de Konna n'a pas apaisé les peurs de la population de Mopti. « Ça fait six jours que l'armée française bombarde et tue à Konna, mais on nous a dit qu'il y a encore des rebelles cachés dans la ville. Ils sont prêts à tout pour s'immiscer au sein de la population », s'inquiète l'habitant. « On sait que les combattants djihadistes se cachent au milieu de la population et ont une stratégie de dispersion,

Des « bavures » que les organisations comme la FIDH appréhendaient dès le début des troubles au Mali, du fait notamment du manque de préparation des forces maliennes, mais aussi africaines. « L'armée malienne n'est pas formée, notamment au droit international, alerte Florent Geel. Jusqu'à présent, il a également manqué au Mali la volonté de structurer et d'équiper l'armée, par peur de coups d'Etat contre les dirigeants, d'où l'instabilité militaire et l'insubordination des forces armées. Ajouté au sentiment national d'avoir été humilié par des groupes armés et notamment des Touareg, cela donne un cocktail explosif. »

Allez, j'en termine par une citation éternelle de l'immense Léo Ferré, que je dédie à la Fédération internationale des droits de l'homme :

« Parce que les « histoires » ça vous amuse, avant de vous intéresser,  
Et quand ça vous intéresse, il est trop tard, on vous dit qu'il s'en prépare une autre.  
Lorsque quelque chose d'inédit vous choque et vous gêne,  
Vous vous arrangez la veille, toujours la veille, pour retenir une place  
Dans un palace ...Les racines profondes de ce pays, c'est Vous,

*paraît-il,*

*Depuis deux cent ans, vous prenez des billets pour les révolutions.*

*Vous seriez même tentés d'y apporter votre petit panier,  
Pour n'en pas perdre une miette, n'est-ce-pas? »*

**Huineng**